





Servitudes au voisinage des voies ferrées
Servitudes liées aux canalisations de transport de gaz naturel



La demande peut être adressée de plusieurs manières :

- **par voie électronique** sur une boîte spécifiquement dédiée. Il est demandé au pétitionnaire de veiller à **séparer** les différentes pièces constituant son dossier : le CERFA, l'annexe 1 et les autres annexes *ne doivent pas* former un unique fichier. Un accusé de réception électronique indiquant les références du dossier est émis conformément aux exigences de l'article 5 de l'ordonnance n° 2005-1516. Ce mode de transmission est à privilégier ;
- **par pli recommandé avec demande d'accusé de réception** à l'adresse postale de l'AE compétente. La date de réception du dossier déterminée par l'accusé de réception postal est à prendre en compte pour le calcul des délais ;
- **déposée contre décharge** dans les locaux de l'autorité environnementale compétente.

Dans tous les cas, merci de joindre une version électronique du dossier constituée de fichiers séparant le CERFA, l'annexe1 et les autres annexes.

Dès lors, en région Pays-de-la-Loire, pour transmettre les formulaires de demande d'examen au cas par cas projet, vous pouvez :

- soit faire un envoi par messagerie à l'adresse suivante :
evaluation-env-projets@developpement-durable.gouv.fr

Si les fichiers sont volumineux (>5Mo), vous pouvez utiliser Melanissimo :

<https://melanissimo-ng.din.developpement-durable.gouv.fr/>



a) Autour des centres émetteurs et récepteurs et autour des stations de radiorepérage et de radionavigation, d'émission et de réception

(Art. R. 21 et R. 22 du code des postes et des télécommunications)

Zone primaire de dégagement

Distance maximale de 200 mètres (à partir des limites du centre), pour les différents centres à l'exclusion des installations radiogoniométriques ou de sécurité aéronautique pour lesquelles la distance maximale peut être portée à 400 mètres.

Zone secondaire de dégagement

D'une couverture de quelques degrés à 3600 autour des stations de radiorepérage et de radionavigation et sur une distance maximale de 5000 mètres entre les limites du centre et le périmètre du secteur.

Distance maximale de 2000m (à partir des limites du centre) pour les autres centres.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1 Obligations passives

Interdiction, dans la zone primaire, de créer des excavations artificielles (pour les stations de sécurité aéronautique), de créer tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquide de toute nature ayant pour résultat de perturber le fonctionnement du centre (pour les stations de sécurité aéronautique et les centres radiogoniométriques).

Limitation, dans les zones primaires et secondaires et dans les secteurs de dégagement, de la hauteur des obstacles. En général le décret propre à chaque centre renvoie aux cotes fixées par le plan qui lui est annexé.

Interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission ou de réception sans, cependant, que la limitation de hauteur imposée puisse être inférieure à 25 mètres (art. R. 23 du code des postes et des télécommunications).

2 Droits résiduels du propriétaire

Droit pour les propriétaires de créer, dans toutes les zones de servitudes et dans les secteurs de dégagement, des obstacles fixes ou mobiles dépassant la cote fixée par le décret des servitudes, à condition d'en avoir obtenu l'autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre.

Droit pour les propriétaires dont les immeubles soumis à l'obligation de modification des installations préexistantes ont été expropriés à défaut d'accord amiable de faire état d'un droit de préemption, Si l'administration procède à la revente de ces immeubles aménagés (art. L. 55 du code des postes et des télécommunications).

(1) N'ouvre pas droit à indemnité l'institution d'une servitude de protection des télécommunications radioélectriques entraînant l'inconstructibilité d'un terrain (Conseil d'Etat, 17 octobre 1980, époux Pascal C.J.E.G. 1980, p. 161).